

# **Manifeste du Comité des Citoyens montreuillois**



**Comité des Citoyens  
montreuillois**



# Préambule

- Un comité des citoyens pour quoi faire?
- Comment définir un citoyen?
- Le comité des citoyens, une formation politique ?
- S'unir à ceux qui se ressemblent
- Réinventons notre système démocratique et agissons pour faire face à l'urgence sociale et écologique

# Nos propositions

## Une vision pour le monde...

- La lutte contre le réchauffement climatique
- Co-développement et diplomatie

## ...avec une Europe de progrès social et de démocratie...

- L'Europe de la finance doit laisser place à une Europe des peuples...
- ...construite sur des institutions européennes démocratiques

## ...inspirée par une nouvelle politique pour la France

- La France est un pays riche aux richesses mal réparties  
Elle doit contribuer à porter l'espoir pour de nouveaux droits humains
- La démocratie doit faire un bond en avant



# PRÉAMBULE

## **Un comité des Citoyens pour quoi faire ?**

Une crise très profonde ébranle notre société et met en danger ses fondements issus des Lumières et des conquêtes accumulées depuis plus de deux siècles : liberté de conscience, égalité des droits sans distinction d'origines, de croyances, de sexe, de liberté d'accès à toutes les formes de la connaissance, droits à l'éducation, à la formation, au revenu.

## **Comment définir un citoyen ?**

C'est un individu qui vit seul ou en famille sur le territoire de l'État français, que ce soit en métropole ou dans les territoires qui en dépendent administrativement. Chacun doit pouvoir demeurer un citoyen dans sa vie professionnelle comme dans sa vie personnelle.

Il dispose de droits dont les premiers ont été fixés dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Il paie ses impôts directs ou indirects (la TVA par exemple est supportée par tous).

Peu importe de savoir s'il est athée ou s'il croit, ce qui importe c'est sa liberté de conscience. Ses convictions religieuses, politiques ou philosophiques relèvent de la sphère privée et ne doivent pas enfreindre la Loi qui garantit les droits de chaque citoyen.

La laïcité des institutions, des services publics et des administrations ne peut être remise en cause et elle permet le vivre ensemble sans exclusion ni stigmatisation.

L'égalité des droits, notamment sociaux, et des devoirs s'applique à toutes les personnes vivant sur le territoire de la République française, quelle que soit leur nationalité.

Au comité des citoyens, chacun peut exposer ses idées, sans tabou, ni hiérarchie. Elles sont toutes débattues, développées et diffusées pour enrichir le projet commun afin de définir une nouvelle vision pour l'avenir de notre pays.

Les projets portés par le Comité ont pour but la construction :

- d'une société respectueuse des droits de chacun et plus juste dans la répartition des richesses.
- d'une société laïque qui garantit la neutralité de l'état et ne permet pas l'ingérence des autorités religieuses dans l'exercice du pouvoir politique et administratif.
- d'une société qui renvoie les choix spirituels à la conscience individuelle et à la liberté d'opinion.

## **Le comité des citoyens, une formation politique ?**

Le comité des citoyens est une formation politique d'un type nouveau. Il met en œuvre une démarche pour faire de la politique autrement. Les citoyens d'aujourd'hui veulent être respectés, agir et être efficaces.

Lorsque le Comité des Citoyens Montreuillois présente des candidats aux élections, ils portent le projet collectif.

## **S'unir à ceux qui se ressemblent**

Partout en France, et en Europe, des citoyens se lèvent et redressent la tête. Ils veulent faire entendre leur voix qui n'est plus écoutée par les partis traditionnels, les syndicats et les institutions européennes.

Ce mouvement est commun à tous ceux qui veulent la reconnaissance de leurs droits et qui veulent sortir des clivages gauche-droite pour se réunir autour de l'intérêt général en construisant une vision collective de notre avenir en commun en France, en Europe et dans le monde.

C'est en multipliant les échanges que nous construirons un projet qui représentera le plus grand nombre de citoyens, de nos territoires jusqu'à l'échelle européenne.

**Réinventons notre système  
démocratique...**



Depuis le siècle des Lumières, nous sommes passés du statut de « sujets » à celui de « citoyens » : être « sujet », c'est subir des politiques décidées par d'autres sans pouvoir les contester ou les modifier ; être « citoyen », ce devrait être : exprimer son opinion, peser sur les choix et exercer la responsabilité politique dans les formes décidées collectivement.

Depuis le suffrage universel, les Français votent pour des représentants qui prétendent appliquer les programmes grâce auxquels ils sont élus.

Aujourd'hui, la plupart des partis politiques ne se préoccupent des citoyens qu'au moment des campagnes électorales. Une fois élus, oubliées les promesses, les masques tombent et la lutte des places remplace la défense de l'intérêt général.

Le bulletin de vote permet toujours de s'exprimer mais il arrive de plus en plus souvent que les élus le confisquent en agissant comme bon leur semble, malgré les promesses faites à leur électorat. Il faut inscrire dans notre droit la reconnaissance du droit de pétition pouvant enclencher un processus référendaire permettant la révocation des élus, à tous les niveaux.

A l'échelle européenne, c'est encore plus flagrant. Nos élus ont très peu de pouvoirs. Les décisions sont prises par des instances non élues, influencées par les lobbies, soumises

aux règles de la Banque Centrale Européenne et obéissant au capitalisme financier.

Face à ce constat, les citoyens ne peuvent que créer d'autres lieux et d'autres méthodes pour dire ce qu'ils pensent, vivent, attendent de la collectivité.

Nous devons dépasser les partis tels qu'ils existent aujourd'hui et inventer de nouvelles formes de société pour que les choix effectués par les électeurs puissent être réalisés par celles et ceux qu'ils ont choisis. Cela suppose que le pluralisme existant dans notre société ait un reflet fidèle dans les assemblées élues

**...et agissons pour faire face à  
l'urgence sociale et écologique**

Notre société s'est construite sur l'idée qu'il est nécessaire d'accumuler à outrance pour être heureux. N'avons-nous pas perdu de vue la construction personnelle en la remplaçant par l'accumulation de biens, sources de plaisirs passagers et n'avons-nous pas oublié que notre planète a des ressources limitées ?

Le temps de la remise en cause, de la réflexion, de l'innovation pour un projet social humaniste et universel est arrivé. Il nous faut emprunter des voies pacifiques pour construire la société démocratique et juste dont la France et la planète ont besoin.

L'économie se doit d'assurer les besoins de chacun tout en préservant notre environnement. Elle doit donc s'inscrire dans le cadre d'une politique environnementale affirmée.

Nos dirigeants et ceux de nombreux pays, prônent la croissance à tout prix, or, c'est une fausse route.

Il faut revoir complètement la notion de croissance pour lui donner un contenu qui mette au premier plan la fabrication de produits, objets et services utiles à l'humanité tout en préservant la planète car le changement climatique la met en danger et encourage une injustice sociale dramatique.

Des territoires entiers sont menacés d'être submergés ou asséchés à l'extrême. Leurs populations sont contraintes de migrer et d'aller vivre dans les zones plus tempérées. Cela n'a rien

de fatal, à condition de revoir totalement les choix et les façons de faire pour le court, le moyen et le long terme.

Nous devons changer d'attitude concernant notre échelle de valeurs.

A court terme, la surexploitation de nos ressources sera bien plus catastrophique que les avantages qu'elle nous procure aujourd'hui, notamment dans l'agriculture et les ressources minérales. Le productivisme agricole effréné réduit le nombre d'agriculteurs, méprise leur savoir-faire, désertifie le monde rural et ignore la souffrance humaine et animale.

Cela vaut partout sur la planète.

Un individualisme forcené tend à remplacer la solidarité dans de nombreux pays sans épargner la France. Pourtant, la solidarité est un enjeu d'avenir pour l'humanité. Nous devons la préparer et travailler dès maintenant à sa réalisation avec des propositions concrètes et applicables de co-développement. Les zones urbaines peuvent se développer dans une logique économique humaine où l'entrepreneuriat, la nature et l'agriculture auraient toute leur place.

Notre terre est unique et nous ne pouvons y puiser en imaginant que l'on peut s'y servir sans fin.

# **Nos propositions**

**Une vision pour le monde...**

La France est capable d'apporter sa contribution à la définition d'une nouvelle ère de l'Humanité. Elle doit faire partager ses convictions par les autres pays dans le respect de leur histoire particulière et spécifiquement au sein de l'Union Européenne.

## **La lutte contre le réchauffement climatique**

1. Objectif France 2040 : le renoncement progressif à l'utilisation du sous-sol, et de ses ressources, énergétiques ou non, en développant la recherche sur les matières de substitution.

2. Abandonner progressivement les ressources énergétiques non-renouvelables et prioritairement celles qui contribuent au réchauffement climatique.

## **Co-développement et diplomatie**

1. Suivant le principe de la coopération librement consentie, il faut soutenir les Etats dans leur construction

2. La diffusion la plus large des savoirs et des techniques avec des financements et inconditionnel des états les plus riches.

3. Privilégier la résolution des conflits par l'arbitrage.



**...avec une Europe de progrès  
social et de démocratie...**

## **L'Europe de la finance doit laisser place à une Europe des peuples...**

1. Garantir des droits fondamentaux à tous les Européens, en harmonisant les pratiques : protection sociale, éducation, travail, logement, déplacements, culture, accès à l'information.

2. Préserver la qualité des biens essentiels : eau, air et sols.

3. Création et mise en place progressive d'une sécurité sociale européenne sur la base du système le plus avantageux.

4. Revalorisation des secteurs de l'artisanat et de la formation tout au long de sa vie avec la mise en place d'un compte formation européen. Favoriser les petites entreprises porteuses d'innovation.

5. Donner une place de premier plan à la recherche fondamentale et à la recherche appliquée en favorisant la diffusion de leurs acquis tant dans les systèmes de formation que dans l'ensemble de l'économie.

6. Instaurer des droits de douane élevés pour protéger l'Union européenne de l'entrée de marchandises en provenance de pays dépourvus de législations sociales et de critères environnementaux forts.

## **...construite sur des institutions européennes démocratiques**

1. Refonder l'Europe pour qu'elle devienne une union d'états qui visent à constituer une zone de progrès exemplaire à l'échelle de la planète à partir de droits fondamentaux sur la

base des pays les plus avancés : la santé, l'éducation, la culture, l'environnement, la fiscalité, ... Pour les autres domaines, la décision doit revenir aux parlements nationaux.

2. Supprimer l'indépendance de la Banque Centrale Européenne. Les États doivent emprunter auprès d'elle et non plus auprès de banques privées. Aujourd'hui, les États empruntent à des banques privées à des taux élevés alors que ces mêmes banques empruntent cet argent à la BCE à des taux bas.

3. Stopper les subventions aux entreprises agricoles productivistes au profit d'agriculteurs utilisant des pratiques durables, respectueuses des consommateurs, de la terre et des animaux.

4. Refus du TAFTA (Traité de Libre Échange Transatlantique...) qui privilégie le libre échange en bafouant les normes sociales, juridiques, environnementales et où le droit privé l'emporte sur le droit des États, et qui vise à asseoir la domination du capital financier sur tout règle sociale, morale et environnementale.

**...inspirée par une nouvelle  
politique pour la France**

## **La France est un pays riche aux richesses mal réparties. Elle doit contribuer à porter l'espoir pour de nouveaux droits humains**

1. Mise en place d'un revenu universel dont le montant sera le total des aides perçues aujourd'hui augmentées de 20%, sans pouvoir être inférieur à 90% du SMIC.

2. Réduire progressivement les taxes indirectes (TVA) en les transférant sur la fiscalité directe par la mise en place d'une fiscalité progressive taxant tous les revenus du travail et du capital ainsi que les très gros patrimoines.

3. Droit gratuit à la santé et nationalisation de l'industrie pharmaceutique ou intervention de l'État dans les prix des médicaments

4. Réduction des prix pour les biens publics comme l'eau, les transports, les énergies, les moyens de communication, la culture, ... (tarification progressive).

5. Droit à la formation tout au long de sa vie.

6. Création d'une agence publique qui gère les participations d'État dans les sociétés avec une politique d'actionnaire public sous contrôle du Parlement.

7. Faciliter la donation ou l'investissement des particuliers aux petites entreprises ayant besoin de capitaux pour se développer ou se maintenir.

8. Développer l'agriculture en ville en redéfinissant les espaces publics et urbains.

9. Privilégier les maisons de retraites publiques et diversifier leurs formes pour aider les familles dans une approche plus globale du mieux vieillir.

## **La démocratie doit faire un bond en avant**

1. Ecriture d'une nouvelle constitution par et pour les citoyens.

2. L'auto-saisine par les citoyens et la possibilité de proposition de lois.

3. La révocation des élus par un système de simple de pétition et de référendum.

4. Transparence totale des revenus et des patrimoines des élus et de leur famille directe.

5. La mise en place de conseils citoyens de surveillance sur les institutions.

6. Une plus grande représentativité des sensibilités au sein des instances exécutives.





**Comité des Citoyens  
montreuillois**

**45 RUE DU CAPITAINE DREYFUS  
93100 MONTREUIL**

**T. 01 49 88 72 40 / CCMONTREUILLOIS2@GMAIL.COM  
WWW.CMONTREUILLOIS.FR**